



Ministère de l'Environnement ; direction de la prévention des  
pollutions et des risques. Contentieux d'installations classées (1971-  
1986)

Répertoire numérique détaillé du versement 20080434 (20080434/1-  
20080434/8)

Archives nationales

Première version électronique intégrée au Système d'Information Archivistique  
(SIA)  
Archives nationales (France)  
Pierrefitte-sur-Seine  
2008

[https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN\\_IR\\_028528](https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_028528)

Cet instrument de recherche a été intégré, en l'état sans correction par rapport à l'original, dans le Système d'Information Archivistique (SIA) des Archives nationales en 2019 par l'entreprise Archives Solutions, dans le cadre du chantier de rétroconversion des instruments de recherche, suivant le modèle de la DTD SIA.

Ce document est écrit en français.

Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD (version 2002) aux Archives nationales.

**Sommaire**

Ministère de l'Environnement ; direction de la prévention des pollutions et des risques. Contentieux d'installations classées (1971-1986)	4
Contentieux	5

## INTRODUCTION

### Référence

20080434/1-20080434/8

### Niveau de description

groupe de documents

### Intitulé

Ministère de l'Environnement ; direction de la prévention des pollutions et des risques. Contentieux d'installations classées (1971-1986)

### Date(s) extrême(s)

1971-1986

### Nom du producteur

- [France. Ministère de l'Environnement. Direction de la prévention des pollutions et des risques \(1973-.....\)](#)

### Importance matérielle et support

3 mètres linéaires (8 articles).

### Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

### Conditions d'accès

Communicables selon les articles L.213-1 à 213-8 du Code du patrimoine, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

### Conditions d'utilisation

Reproduction et réutilisation selon le règlement des salles de consultation en vigueur aux Archives nationales.

## DESCRIPTION

### Type de classement

Classement par département.

### Langue des documents

- Français

### Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales de France

## ENTREE ET CONSERVATION

### Modalités d'entrée

Versé aux Archives nationales en 2008.

# Répertoire numérique détaillé du versement 20080434 (20080434/1-20080434/8)

**20080434/1-20080434/8**

Contentieux

1971-1986

## Type de classement

Classement par département.

**20080434/1**

Alpes–Maritimes

1981-1985

1. Requête présentée par les établissements Bouribou, dirigée contre l'arrêté du préfet des Alpes - maritimes du 03 octobre 1980 autorisant la société Sud - Est.

Assainissement à exploiter une décharge de déchets urbains et industriels au lieu dit Jas de Madame, sur le territoire de la commune de Villeneuve Loubet. : rapport d'expertise.

**20080434/1**

Bouches–du–Rhône

1971-1986

**20080434/2**

Cher

1974-1981

4. Requête présentée par M Jacques Pardon au nom des établissements MUNICAR dirigée contre l'arrêté du préfet du Cher du 15 mars 1974 retirant l'autorisation d'extension pour les établissements Municar.

**20080434/2**

Côtes-d'Armor

1985-1986

**20080434/2**

Eure–et–Loir

1977-1985

6. Requête présentée par l'Amicale des vallées et bassin de l'Eure ses affluents et vallées limitrophes à Dreux et la commune de Normanville (Eure-et-Loir), dirigée contre le préfet de l'Eure et le maire de la ville d'EVREUX afin d'ordonner la suspension du fonctionnement de toutes installations et activités relatives à l'usine de broyage et la décharge de Caer.

**20080434/2**

Finistère

1983-1984

7. Requête présentée par l'association de défense du site de Lanveur de Plouvien du 22 mars 1984 dirigée contre l'arrêté du préfet du Finistère du 27 juillet 1983 autorisant le président du syndicat intercommunal à vocation multiples de la région de Plabennec à exploiter une usine de broyage et une décharge d'ordures ménagères, au lieu-dit Lanveur en Plouvien : étude d'impact.

**20080434/2**

Haute-Garonne

1979-1984

8. Requête présentée par la société anonyme Charles Mortera de Toulouse dirigée contre le jugement du tribunal administratif de Toulouse du 03 juillet 1980 annulant l'arrêté en date du 16 août 1979 du préfet de la Haute-Garonne autorisant l'entreprise Mortera à exploiter une station de concassage, criblage, broyage de matériaux alluvionnaires et une centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers : étude d'impact, photographies et plans, registre d'enquête publique.

**20080434/3**

Gironde

1982-1986

9. Requête présentée par Sepanso de Talence , dirigée contre l'arrêté du 10 janvier 1985 du commissaire de la République renouvelant pour une période de six mois l'autorisation d'exploiter la décharge de la commune de la Brède exploitée par la société Cante.

**20080434/3**

Ille-et-Vilaine

1975-1986

10. Requête présentée par le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Qualité de la Vie (Environnement) du 03 septembre 1976, dirigée contre le jugement du tribunal administratif de Rennes du 30 juin 1976 déclarant l'Etat responsable des dommages résultant pour le sieur Brelivet et 13 autres demandeurs du fonctionnement irrégulier de l'établissement de la Société "Les fondoirs armoricains" dans la commune de Faou.

**20080434/3**

Manche

1947-1986

11. Requête présentée par la société Claudel Roustang Galac de Paris du 11 juillet 1983, dirigée contre l'arrêté du préfet de la Manche du 26 avril 1983 autorisant la société requérante à poursuivre l'exploitation de son usine de la Meauffe sous réserve d'observer des prescriptions générales et particulières.(1ère partie), 1947-1986.

12. Requête présentée par la société Claudel Roustang Galac de Paris du 11 juillet 1983, dirigée contre l'arrêté du préfet de la Manche du 26 avril 1983 autorisant la société requérante à poursuivre l'exploitation de son usine de la Meauffe sous réserve d'observer des prescriptions générales et particulières. (2ème partie), 1961-1983.

**20080434/3**

Haute-Marne

1982-1986

**20080434/4**

Morbihan

1978-1984

15. Requête présentée par Comité pour la sauvegarde de la vallée de l'Oust dont le siège est aux Ajoncs d'Or à Saint-Congard dirigée contre le jugement du tribunal administratif de Rennes rejetant sa demande contre l'arrêté du 27 février 1977 par lequel le préfet du Morbihan a autorisé la société Screg

Routes à installer, sur le territoire de la commune de Saint-Congard, une station d'enrobage à chaud présentant le caractère d'un établissement dangereux de 2ème classe.

**20080434/4**

Moselle

1980-1984

16. Requête présentée par l'association de défense contre la pollution de Sarreguemines et 13 autres requérants le 23 septembre 1980 dirigée contre le secrétaire d'État à l'environnement, le commissaire de la République de la Moselle et la société Général Motors France-Delco Remy tendant à l'annulation d'un arrêté du 11 juillet 1980 du préfet de la Moselle autorisant la société Général Motors France à exploiter une usine de fabrication de batteries au plomb à Sarreguemines.

**20080434/4**

Oise

1977-1985

17. Requête présentée par Frantz Dubourget, président directeur général de la société d'assainissement de l'Oise à Mouy, dirigée contre l'arrêté du préfet de l'Oise du 30 septembre 1981 autorisant M Dubourget à déverser dans la carrière "Les Cessiers" située sur le territoire de la commune de Cambroneles-Clermont, certains produits résiduels industriels et domestiques.

**20080434/4**

Pas-de-Calais

1975-1986

18. Requête présentée par l'Association de défense des marins pêcheurs de Grand-Fort-Philippe (Nord) du 16 octobre 1975, dirigée contre le silence du préfet du Pas-de-Calais concernant la demande qui lui a été adressée le 15 avril 1975 afin que soit modifier l'arrêté préfectoral du 26 avril 1974 1 autorisant la société Tioxide à rejeter en mer les effluents de son usine de production d'oxyde de titane à Calais, 1975-1986.

19. Requête présentée par la société PEC Engineering de Paris, dirigée contre l'arrêté du préfet du Pas-de-Calais du 25 septembre 1981 cessant l'activité de son usine d'incinération et de traitement des ordures ménagères et déchets industriels de Lillers, hameau d'Hurionville, demande d'indemnité suite à cette cessation d'activité, 1980-1985.

**20080434/5**

Puy-de-Dôme

1983-1986

20. Requête présentée par l'association nationale de défense Truites, ombres, saumons (TOS) de Paris du 13 janvier 1983, dirigée contre l'Etat afin que ce dernier soit déclaré responsable de la pollution de la rivière "La Dore", 1983-1986.

21. Requête présentée par la SA des laboratoires FLORK à Montglandier de Pontaumur du 28 janvier 1985, dirigée contre le collège d'expert MM. Pichat, Bourguet et Garreau tendant à contester la liquidation et la taxe des frais d'expertise dudit collège : rapport d'expertise, 1983-1986.

22. Requête présentée par la SA des laboratoires FLORK à Montglandier de Pontaumur le 10 août 1983, dirigée contre les arrêtés des 13 et 21 juillet 1983 du préfet du Puy-de-Dôme obligeant le PDG de la société à consigner entre les mains du Trésorier-payeur général de la région d'Auvergne et du

département du Puy-de-Dôme, une somme de 300 000 F. à compter du 15 juillet 1983, par demi mois de fonctionnement de l'usine qu'elle exploite à Pontaumur, 1983 –1986.

**20080434/5**

Pyrénées–Atlantiques

1979-1984

**20080434/6**

Hautes–Pyrénées

1975-1984

**20080434/6**

Bas–Rhin

1981-1985

25. Requête présentée par M Wilt président du groupe sectoriel Alsace Bossue de l'association fédérative régionale pour la protection de la nature de Wolsthof-Berg du 11 mars 1981 dirigée contre l'arrêté du préfet du Bas-Rhin du 26 janvier 1981 autorisant l'entreprise Sarre et Moselle à exploiter à Keskastel, en bordure du chemin départemental 338, une centrale fixe d'enrobage à chaud de matériaux routiers, 1981-1984.

26. Requête présentée par l'association générale des familles du Bas-Rhin (AGF) de Strasbourg, dirigée contre l'arrêté du commissaire de la République du 02 juin 1983 autorisant la société Alsace-Environnement à installer un dépôt d'ordures ménagères et de résidus urbains en décharge contrôlée à Weitbruch, 1983-1985.

**20080434/6**

Saône–et–Loire

1983-1986

27. Requête présentée par Fédération nationale des exploitants d'abattoirs publics de Paris, dirigée contre le préfet de Saône-et-Loire refusant de faire appliquer la législation par les abattoirs privés fonctionnant dans ledit département.

**20080434/7**

Seine–Maritime

1981-1985

28. Requête présentée par la commune d'Anneville-Ambourville du 07 février 1983, dirigée contre l'arrêté du commissaire de la république du département de la Seine-Maritime du 16 juillet 1982 autorisant la société Rhône-Poulenc Chimie de Base à construire un dépôt de phosphogypse sur son territoire.

**20080434/7**

Somme

1979-1984

29. Requête présentée par la société Novachim de Pont-lès-Brie, dirigée contre l'arrêté du préfet de la Somme du 4 juin 1980 autorisant ladite société à exploiter un établissement industriel : rapport au conseil départemental d'hygiène, plans.



**20080434/7**

Tarn

1973-1984

**20080434/8**

Tarn-et-Garonne

1982-1985

**20080434/8**

Vaucluse

1985-1986

34. Requête présentée par l'association de défense des intérêts du Quartier Théos à Vaison-la-Romaine, dirigée contre l'arrêté préfectoral du 14 août 1985 autorisant l'installation d'une usine de traitement des déchets ménagers à Vaison-la-Romaine, au lieu-dit Sainte-Catherine, installation classée 322 B 4 dans la nomenclature des installations pour la protection de l'environnement : rapport d'expertise.

**20080434/8**

Essonne

1976-1986

**20080434/8**

Hauts-de-Seine

1979-1986